



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 3916

Texte de la question

SITUATION EN SYRIE

M. le président. La parole est à M. Michel Vauzelle, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Michel Vauzelle. Monsieur le ministre des affaires étrangères, vous avez réuni hier à Paris plusieurs de vos homologues du Groupe international de soutien à la Syrie.

Un processus avait été initié à Vienne pour tenter de sortir enfin d'une crise dont le pire des aspects est évidemment le massacre des populations civiles et l'exil forcé de millions de Syriens.

C'est une guerre dont la durée et les proportions devraient donner mauvaise conscience – mais je crains que cela ne soit pas le cas – à l'ensemble de la communauté internationale.

À Vienne, il avait été décidé de faire taire les armes. Or, la trêve est constamment violée par le régime, en particulier à Alep, en passe d'être complètement détruite.

À Vienne, il avait été décidé d'imposer les règles d'accès humanitaire les plus élémentaires pour sauver des vies et faire cesser de terribles souffrances. Or, là encore, le régime refuse notamment la livraison de l'aide médicale – je dis bien, de l'aide médicale –, ce qui est sans doute le plus monstrueux.

À Vienne, enfin, il avait été décidé d'engager de bonne foi – mais peut-elle exister avec le régime syrien actuel ? – des négociations pour mettre en œuvre une transition qui permette un jour aux Syriens de retrouver les voies de la paix. Or, à Genève, le régime n'a montré aucune volonté d'avancer sur aucun des points soumis à la négociation nécessaire à la transition.

Face à ce triste constat, monsieur le ministre, pouvez-vous nous donner des informations sur la réunion qui s'est tenue hier à Paris ? Surtout, que compte faire la France pour engager enfin un processus capable de rassurer le peuple syrien et tous les peuples voisins de la Syrie, qui supportent eux aussi le poids de ce conflit ?
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international. Monsieur le député, vous avez raison : la situation est dramatique et l'arrêt du cessez-le-feu peut mettre en péril le processus de paix. C'est là un danger majeur que vous avez rappelé à travers votre question.

Le régime est responsable de la reprise des massacres touchant des populations civiles, des hôpitaux, des

écoles mais, aussi, des lieux de détention.

Chacun est profondément atteint par les bombardements sur Alep, ville magnifique qui est en train d'être détruite pierre par pierre, et qui causent de nombreuses victimes civiles.

Le régime bloque l'aide humanitaire – notamment sanitaire – qui devrait arriver sur les lieux sinistrés. De toutes ses forces, le régime veut ainsi arrêter le processus politique qui a été engagé à Genève. Nous souhaitons, quant à nous, qu'il reprenne. C'est pourquoi la France ne ménage aucun effort.

J'étais la semaine dernière à Berlin où nous avons rencontré le négociateur, M. de Mistura, ainsi que M. Hijab. J'ai pris l'initiative de réunir hier le Groupe des dix, ceux que l'on appelle les « affinitaires » – qui soutiennent l'opposition modérée – avec l'Union européenne. En présence notamment du secrétaire d'État américain John Kerry et de représentants de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie ainsi que de plusieurs pays arabes, nous avons pu parvenir à un consensus visant à exiger l'arrêt des bombardements, l'accès à l'aide humanitaire et le redémarrage des négociations à Genève.

Il s'agit là d'une question essentielle car si le processus politique, qui nécessite une transition politique difficile à construire, ne reprend pas, alors, le pays sera encore plus meurtri et ses habitants n'auront plus d'autres moyens, pour survivre, que de se réfugier en Europe. Je crois qu'il s'agit d'une responsabilité collective.

La semaine prochaine, nous serons à Vienne pour franchir une nouvelle étape : la réunion du Groupe international de soutien à la Syrie. J'y serai, et je continuerai à défendre la position de la France.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

Données clés

Auteur : [M. Michel Vauzelle](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (16^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3916

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 mai 2016](#)